

Impact des investissements directs étrangers sur la gouvernance des pays de l'Afrique de l'Ouest

Impact of foreign direct investment on the governance of West African countries

Aliyon Gbati ABITA, (Msc en science économiques)

*Domaine des Sciences Economiques et de Gestion
American Institute of Africa, Togo*

Adresse de correspondance :	Domaine des Sciences Economiques et de Gestion American Institute of Africa Lomé – Togo E-mail : ldslome1@yahoo.fr Tel : (+228) 93062867 / 90047466 Site Web : www.aua-universities.org
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	ABITA, A. G. (2023). Impact des investissements directs étrangers sur la gouvernance des pays de l'Afrique de l'Ouest. International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 4(6-2), 185-202. https://doi.org/10.5281/zenodo.10253249
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: October 20, 2023

Accepted: December 02, 2023

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME

ISSN: 2658-8455

Volume 4, Issue 6-2 (2023)

Impact des investissements directs étrangers sur la gouvernance des pays de l'Afrique de l'Ouest

Résumé :

Les pays en développement, notamment en Afrique, voient le rôle des investissements directs étrangers comme important pour leur développement socio-économique. Il est établi un consensus mondial sur l'importance de la bonne gouvernance en tant que catalyseur de l'investissement direct étranger (IDE) et de l'expansion de l'économie d'un pays. Toutefois, il est essentiel de reconnaître que l'IDE peut également avoir un impact sur les politiques et les institutions du pays d'accueil. L'objectif général de cet article est d'analyser l'effet des investissements directs étrangers sur la qualité de la gouvernance des pays de l'Afrique de l'Ouest. L'analyse dans le cadre des pays de l'Afrique de l'Ouest est pertinente dans la mesure où ces pays traversent depuis plusieurs décennies une situation d'instabilité intentionnelle reflétant une mauvaise gouvernance. Aussi, on note une baisse des entrées d'IDE dans la sous-région. Les preuves empiriques sont basées sur un modèle économétrique des erreurs types corrigées par panel (PCSE) pour un panel de 13 pays de l'Afrique de l'Ouest entre 2000 et 2021. Notre étude s'est appuyée sur l'analyse en composante principale (ACP) pour concevoir quatre indicateurs de gouvernance (gouvernance économique, gouvernance institutionnelle, gouvernance politique et gouvernance globale). Nos résultats indiquent que l'IDE n'a aucun effet significatif sur ces indicateurs de gouvernance. Ces résultats suggèrent que l'ampleur et la diversité des IDE, ainsi que leurs sources, jouent un rôle crucial. En conclusion, la présente étude examine les implications pratiques et théoriques de notre recherche et suggère des pistes potentielles de recherche plus approfondie.

Mots clés : IDE, gouvernance, Afrique de l'Ouest, PCSE.

JEL Classification : F23, O43

Type du papier : Recherche empirique

Abstract:

Developing countries, particularly in Africa, see the role of foreign direct investment as important for their socio-economic development. There is a global consensus on the importance of good governance as a catalyst for foreign direct investment (FDI) and the expansion of a country's economy. However, it is essential to recognise that FDI can also have an impact on host country policies and institutions. The general objective of this article is to analyze the effect of foreign direct investment on the quality of governance in West African countries. The analysis in the context of West African countries is relevant since these countries have been experiencing for several decades a situation of intentional instability reflecting poor governance. Also, there is a decline in FDI inflows in the subregion. The empirical evidence is based on an econometric model of panel standard corrected errors (PCSE) for a panel of 13 West African countries between 2000 and 2021. Our study used principal component analysis (PCA) to design four governance indicators (economic governance, institutional governance, political governance and global governance). Our results indicate that FDI has no significant effect on these governance indicators. These results suggest that the scale and diversity of FDI, and its sources, play a crucial role. In conclusion, this study examines the practical and theoretical implications of our research and suggests potential avenues for further research.

Keywords: FDI, governance, West Africa, PCSE.

Classification JEL: F23, O43

Paper type: Empirical Research

1. Introduction

Depuis déjà quelques décennies, la gouvernance suscite un intérêt particulier aussi bien dans la recherche universitaire que dans les organisations internationales. Concept pluridisciplinaire, elle est présente dans tous les discours relatifs au développement et fait de plus en plus l'objet de recherche scientifique. La nécessité d'améliorer la qualité institutionnelle est aujourd'hui considérée comme indispensable à chaque pays par les institutions internationales, compte tenu de la conjoncture économique mondiale et des difficultés qui leur sont propres (Ahou et al. 2015 ; Lassoued et al. 2019). Cette nécessité se manifeste dans les objectifs de développement durable des Nations Unies (ODD) avec l'objectif 14 qui vise à assurer l'accès de tous à une justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous d'ici 2030. Cette nécessité se manifeste également au travers de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine dont l'aspiration est d'avoir une Afrique de bonne gouvernance, de démocratie, de respect des droits de l'homme, de justice et d'État de droit (African Union Commission, 2015).

La gouvernance est un canal majeur de développement économique en Afrique. La gouvernance politique, économique et institutionnelle peut déterminer si un pays réussira ou non son développement (Kaufmann et al. 2002) suggérant que les indicateurs de gouvernance sont importants pour identifier les choix stratégiques des pays avec lesquels établir et suivre une coopération. Dans les débats de politiques publiques en Afrique, la notion de gouvernance est souvent utilisée pour décrire les actions et les décisions prises par les dirigeants par rapport à leur gouvernement. L'Afrique, en particulier l'Afrique de l'Ouest, est confrontée à des crises socio politiques causant beaucoup de problèmes d'ordre économique. L'exemple de quelques pays comme le Soudan, l'Ethiopie, le Burkina Faso, le Niger et bien d'autres encore suffit pour mesurer le degré des problèmes liés à la gouvernance en Afrique. Selon le rapport de la Fondation Mo Ibrahim sur la gouvernance en Afrique (2023), si rien n'est fait, l'atteinte des ODD et de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine reste fortement compromise. L'un des principaux problèmes qui empêche le développement substantiel des pays en développement est l'absence d'institutions étatiques et de marché efficaces et efficientes (Gough & Woof et Bevan, 2004).

La gouvernance émerge dans un autre champ, celui des relations internationales. La relation gouvernance-investissements directs étrangers (IDE) a occupé et continue d'occuper une place importante dans la littérature économique. La mondialisation a accru l'importance des IDE dans le monde. En fait, l'IDE est mentionnée à plusieurs reprises dans la littérature sur le développement économique. Pourtant, il existe encore une controverse quant à son impact sur la croissance économique et la pauvreté. Même si, selon la théorie économique, les IDE contribuent à rendre les entreprises nationales plus productives (Long et al., 2015), les études empiriques analysant l'impact réel des IDE sur la croissance économique restent énigmatiques. Ceci n'a pas pour autant empêché de nouvelles recherches explorant les déterminants des IDE. Au-delà des facteurs économiques, la gouvernance est maintenant considérée comme déterminant non économique dans l'attractivité des IDE (North 1990). Les institutions deviennent tout aussi importantes que les facteurs économiques pour attirer les IDE (Buchanan, Le & Rishi, 2012 ; Globberman & Shapiro, 2002 ; Ullah et al., 2017). Parmi les nombreuses études sur la relation entre gouvernance et IDE, la littérature accorde davantage d'attention aux cas d'influence de la gouvernance sur l'attractivité des IDE. L'exploration dans la direction opposée, c'est-à-dire l'impact des investissements étrangers sur la gouvernance locale dans les pays bénéficiaires, n'est pas assez approfondie.

Les firmes multinationales peuvent réellement affecter les institutions (Antonietti & Mondolo, 2023). Le succès de ces multinationales dans les pays d'accueil dépend largement de l'environnement institutionnel qui y règne. La littérature, évoque plusieurs canaux par lesquels

les firmes multinationales affectent la gouvernance locale des pays d'accueil. Lorsque ces firmes multinationales tentent de persuader le plus souvent les gouvernements locaux à prendre des décisions en leur faveur, cela peut impacter l'élaboration des politiques. Le lobbying est l'un des moyens par lesquels passent les firmes multinationales pour influencer les politiques institutionnelles des pays hôtes (Blonigen & Figlio, 1998 ; Gordon & Hafer, 2005 ; Desbordes & Vaudey, 2007). Pour influencer les politiques et les institutions locales, les multinationales utilisent diverses stratégies dont le but ultime est de peser sur l'élaboration des politiques à leurs avantages (Hilman & Hitt, 1999 ; Malesky, 2009).

Les firmes multinationales cherchent le plus souvent à s'acclimater aux règles et politiques des institutions de leurs pays hôtes pour obtenir une place tout aussi importante sur les marchés de ces pays. Pour surmonter leur responsabilité étrangère et s'établir sur les marchés d'accueil, les firmes multinationales s'efforcent souvent de s'adapter aux institutions locales et de gagner en légitimité (Kostova & Zaheer, 1999 ; Dahan & Coll, 2006). Ces multinationales espèrent des gouvernements d'accueil un traitement de choix par rapport aux entreprises locales (Cuervo-Cazurrz, 2006 ; Morck, Yeung & Zhao, 2008). Toutes ces études montrent clairement que, les pays pour être vus comme des paradis d'investissements doivent élaborer des règles et des politiques qui les rendent attrayantes aux yeux des firmes multinationales (Kwok & Tadesse, 2006).

Dans ce contexte, cet article vise à analyser les déterminants d'une bonne gouvernance dans les pays de l'Afrique de l'Ouest, en essayant de spécifier le rôle des IDE. Ainsi, l'objectif de ce papier est d'analyser l'effet des IDE sur la qualité de la gouvernance. Pour ce faire, nous adoptons un modèle économétrique basé sur les erreurs types corrigées par panel (PCSE) pour étudier l'effet des IDE sur la gouvernance dans 13 pays d'Afrique de l'Ouest entre 2000 et 2021. Plus précisément, nous construisons quatre indicateurs de gouvernance : la gouvernance globale, la gouvernance politique, la gouvernance économique et la gouvernance institutionnelle. Ces indicateurs sont obtenus par une analyse en composante principale (ACP) et constituent nos variables dépendantes.

L'analyse dans le cadre des pays de l'Afrique de l'Ouest est pertinente dans la mesure où ces pays traversent depuis plusieurs décennies une situation d'instabilité intentionnelle ponctuée par des coups d'États. Aussi, les IDE dans la sous-région ont commencé par chuter depuis les années 2011 (WIR 2022). Notre article contribue à la littérature économique de deux manières. D'une part, il apporte de nouveaux éléments à la littérature sur le lien possible entre IDE et gouvernance. D'autre part, il fournit des informations utiles aux décideurs politiques et aux praticiens du développement pour établir des priorités et mieux concevoir les politiques de gouvernance et d'investissements.

Le reste de l'article est structuré comme suit : La section 2 explore la revue de littérature ; les données et la méthodologie d'estimation sont décrites dans la section 3. La section 4 présente et analyse les résultats issus de l'estimation ; la section 5 conclut et propose quelques implications de politiques économiques.

2. Revue de littérature

Dans cette section, nous présentons la revue théorique et passons en revue les travaux qui ont examiné l'effet des IDE sur la qualité institutionnelle.

2.1.Revue théorique

Pour mieux appréhender l'effet des IDE sur la qualité de la gouvernance, il est important de comprendre les canaux de transmission par lesquels les IDE impactent les institutions locales. Les entreprises multinationales peuvent décider de certaines politiques gouvernementales des pays d'accueil, car la rentabilité de ces multinationales est plus ou moins liée à l'environnement

commercial de ces pays (Antonietti & Mondolo, 2023). Desbordes & Vaudey (2007) trouvent deux principales raisons pour lesquelles les multinationales affectent l'environnement des affaires dans les pays d'accueil. Premièrement, les entreprises multinationales contribueront à la croissance économique locale, augmentant ainsi leur pouvoir de négociation lors des discussions sur les conditions d'entrée sur les marchés des pays d'accueil. En outre, en tant que multinationale, l'entreprise a une présence internationale, ce qui facilite l'installation dans le pays d'accueil à moindre coût. Par ailleurs, les sociétés multinationales font du lobbying pour influencer la politique des pays d'accueil.

D'autres dispositifs pour modifier l'environnement externe des pays peuvent être adoptés par les firmes multinationales. En collaborant avec les entreprises et les décideurs politiques locaux, les investisseurs étrangers fournissent des informations sur les lois adoptées par d'autres pays bénéficiaires. Selon Hewko (2002), deux mécanismes permettent de prédire si une entreprise multinationale réussira à influencer les institutions existantes : la capacité de fournir aux décideurs locaux des informations sur les lois et réglementations en vigueur dans d'autres pays ; la capacité à contraindre les décideurs en les menaçant de quitter le pays pour des environnements d'investissements plus hospitaliers.

Le commerce international peut avoir des répercussions d'ordre institutionnel entre les différents pays partenaires (Bahar et al., 2014 ; Bergstrand & Egger, 2013 ; Cheong et al., 2015 ; Li & Reuveny, 2003 ; Prakash & Potoski, 2007). L'existence de ces répercussions est un autre canal par lequel les IDE peuvent influencer les institutions. Kwok & Tadesse (2006) identifient trois effets principaux des firmes multinationales sur les pays d'accueil, principalement à travers leur impact sur les entreprises nationales et sur les travailleurs locaux embauchés par les entreprises étrangères : l'effet de pression réglementaire, l'effet de démonstration et l'effet de professionnalisation. Les firmes multinationales influencent indirectement les pays d'accueil par les effets qu'elles ont sur leurs filiales. La pression réglementaire se produit lorsque les pays d'accueil, le pays d'origine de la firme multinationale et la communauté internationale mettent en place des règles et des attentes pour garantir que la firme multinationale se comporte de manière juste et responsable (Sandholtz & Gray, 2003 ; Kwok & Tadesse, 2006). La pression réglementaire se produit pour des raisons politico-économiques et garantit que la firme multinationale respecte certaines règles et normes. Ainsi donc, les employés de ces firmes multinationales subissant cette pression, ne peuvent pas offrir des pots de vin à des dirigeants locaux, ce qui contribue à éradiquer la corruption.

2.2.Revue empirique

L'examen empirique de l'effet des IDE sur la gouvernance reste encore limité. Mais quelques catégories d'études peuvent apparaître. Certains étudient l'effet des IDE sur la corruption, d'autres questionnent l'effet sur la qualité institutionnelle, enfin d'autres abordent l'effet sur la stabilité politique.

2.2.1. Effet des IDE sur la corruption

Kwok et Tadesse (2006) dans leurs études ont exploré comment la présence des entreprises multinationales peut façonner l'environnement institutionnel de la corruption au fil du temps. L'analyse économétrique des auteurs, menée sur un large échantillon de pays sur 30 ans montre que l'augmentation des IDE entrant réduit le niveau de corruption dans les pays d'accueil au fil du temps. Selon toujours ces auteurs, grâce aux connaissances approfondies du commerce international et aux vastes réseaux internationaux, les entreprises multinationales peuvent également mettre en place des systèmes de corruption sophistiqués et les importer dans les pays d'accueil. Ces conclusions ont été auparavant confirmées par Larrain & Tavares (2004), qui dans leur étude ont démontré à travers un large échantillon de pays sur la période 1970-1994,

que l'IDE est significativement associé à des niveaux de corruption plus faibles. L'augmentation des entrées d'IDE décourage considérablement la corruption.

Lee & Lio (2016) ont étudié l'impact des IDE sur les performances de la gouvernance et le niveau de corruption des gouvernements provinciaux en Chine sur la période 2000 à 2009. Leur stratégie d'estimation comprend un modèle de données de panel dynamique et un modèle à effet fixe. Les résultats suggèrent que les capitaux et les investisseurs étrangers ont amélioré les performances de gouvernance et réduit la corruption des gouvernements provinciaux.

Par contre Roberston & Waston (2004), en examinant l'impact sur la corruption de l'évolution des niveaux d'IDE dans 99 pays, en utilisant des scores de l'indice de perception de la corruption calculés par Transparency International pour 1999 et 2000, trouvent que des niveaux de corruption plus élevés sont associés à plus d'entrée d'IDE. Plus le taux de variation de l'IDE est rapide, plus le niveau de corruption est élevé. Pinto & Zhu (2016) arrivent aussi à la même conclusion, mais pour les pays en développement. En effet, dans leur étude couvrant 95 pays de 2000 à 2004 et avec une méthode des doubles moindres carrées avec variable instrumentale, Pinto & Zhu (2016) trouvent que l'entrée des IDE est associée à des niveaux de corruption plus élevés dans les pays moins développés. Mais dans les pays développés, l'association positive entre les investissements entrants et la corruption est atténuée. Les effets des IDE entrant sur la corruption varient en fonction des conditions locales des pays hôtes.

Craigwell & Wright (2011) utilisent un test de causalité de Granger linéaire et non linéaire sur la période 1998-2009 dans 42 pays en développement pour déterminer le lien de causalité entre les IDE et la corruption. Leurs résultats montrent que lorsqu'ils utilisent une méthode de panel linéaire, la plupart des marchés montrent un lien causal bidirectionnel entre l'IDE et la corruption, alors que, pour des tests non linéaires, le lien entre IDE et corruption domine. Bayar (2011) a étudié les causes probables du niveau de corruption dans 10 pays de l'Ex-URSS et d'Asie de l'Est. En utilisant une approche dynamique de données de panel, il constate que l'IDE n'est pas un déterminant significatif de la corruption dans les régions étudiées.

2.2.2. Effet des IDE sur la qualité institutionnelle

Malesky (2008) vérifie l'hypothèse selon laquelle l'augmentation des IDE pourrait amener à une décentralisation de facto sous la forme d'expériences de réformes autonomes en utilisant une méthodologie basée sur un modèle d'équation simultanée de 61 provinces du Vietnam entre 1990 et 2000. Les IDE semblent avoir un impact puissant sur la décentralisation. Dans un prolongement, Malesky (2009) note un effet positif de l'IDE sur le développement des réformes de 27 pays en transition entre 1991 et 2004. Sur un panel de 19 pays d'Amérique latine et des Caraïbes, Fukumi & Nishijima (2010) montrent également que les IDE ont la capacité d'améliorer la qualité des institutions, alors que de meilleures institutions attirent davantage d'IDE dans la région. Les résultats des estimations sont issus d'une approche par équations simultanées.

Selon Dang (2013), en utilisant un ensemble de données issues d'une enquête sur la compétitivité des provinces au Vietnam entre 2005 et 2007 et d'une approche par la variable instrumentale, les provinces vietnamiennes qui ont reçu une plus grande quantité d'IDE démontrent d'une meilleure qualité institutionnelle. Dans le contexte de l'économie chinoise, les travaux de Long et al (2015) ont permis d'observer que l'entrée des IDE améliore la qualité institutionnelle en Chine. Plus exactement, les entreprises chinoises situées dans des régions où le niveau d'IDE est plus élevé ont une aptitude à bénéficier d'un niveau plus faible des charges fiscales, d'un caractère moins arbitraire et d'une meilleure protection juridique. En outre, ils identifient le lobbying et la négociation par les investisseurs étrangers pour influencer les gouvernements locaux comme canal expliquant l'effet positif des entrées d'IDE sur la qualité institutionnelle.

Antoneiti et Mondolo (2023) ont testé empiriquement l'hypothèse selon laquelle l'entrée des IDE est un déterminant important pour améliorer la qualité des institutions dans les économies d'accueil. L'analyse de 102 pays sur une période de 22 ans en utilisant une approche de panel VAR et un modèle de causalité. Les résultats issus des estimations montrent que des montants plus élevés d'IDE entrant sous forme de nouveaux projets ont un impact significatif à court terme sur l'environnement institutionnel local.

Fon et al. (2021), en utilisant des flux bilatéraux entre 56 pays d'Afrique au cours de la période 2003-2015, ne trouvent pas d'effet significatif des IDE sur la qualité institutionnelle des pays d'accueil. En revanche, en utilisant des flux agrégés d'IDE, Fon et al. (2021) trouvent un effet significatif et positif sur la qualité institutionnelle des pays d'accueil. En outre, ils trouvent également que les flux d'IDE provenant de la Chine n'ont pas d'effet significatif sur la qualité institutionnelle du pays d'accueil.

2.2.3. Effet des IDE sur l'instabilité politique

L'instabilité politique est une menace pour le développement, le commerce international et l'intégration économique. Polacheck, Seiglie & Xiang (2012) examinent empiriquement l'influence des flux de capitaux internationaux sur la paix pour 29 pays hôtes de l'OCDE et leurs sources, pour un total de 53 pays différents durant les années 1990 à 2000. Les résultats montrent que les flux d'IDE ont réduit le degré de conflit international et encouragé la coopération entre ces différents pays pendant la décennie de 1990. Okara (2023), aboutit à la conclusion selon laquelle les IDE favorisent la stabilité politique dans les pays d'Afrique.

3. Méthodologie de recherche

3.1. Définition des variables et modèles économétriques

Ce présent article utilise des données annuelles de 2000 à 2021 pour 13 pays d'Afrique de l'Ouest. Le choix de la période d'étude et des pays dépend de la disponibilité des données. Les sources des données utilisées sont le World Development Indicators (WDI), le Worldwide Governance Indicators (WGI) compilé par la Banque Mondiale, les données de l'ONG Heritage Foundation (HF).

En ce qui concerne l'indice de gouvernance, nos variables dépendantes, nous utilisons l'approche proposée par Asongu & Nwachukwu (2015) pour construire un indice synthétique de gouvernance. Cet indice est basé sur l'analyse en composante principale (ACP). Cette analyse permet de simplifier les problèmes de corrélations élevées entre les variables de gouvernance. Pour ce faire, nous avons sélectionné les six indicateurs de gouvernance de la Banque Mondiale (la voix et la responsabilité, la qualité de réglementation, le contrôle de corruption, la stabilité politique et absence de violence, l'État de droit et l'efficacité du gouvernement), avec quatre ACP indépendants pour obtenir nos variables de gouvernance (gouvernance politique, gouvernance économique, gouvernance institutionnelle, gouvernance globale). La gouvernance politique (voix et la responsabilité ; stabilité politique et absence de violence) concerne le processus de sélection et de changement des dirigeants pour formuler des politiques. La gouvernance économique (qualité de réglementation et l'efficacité du gouvernement) coordonne les politiques économiques et saisit la capacité du gouvernement à mettre en œuvre les politiques et à fournir un service. La gouvernance institutionnelle (État de droit, contrôle de la corruption) signifie le respect de la loi par l'État et les citoyens ainsi que le respect des institutions qui régissent les liens entre eux (Andres et al., 2015 cités par Ofori et al., 2023). La gouvernance globale est captée par un ACP des six indicateurs de gouvernance de la Banque Mondiale. Cette technique est un moyen simple et efficace de réduire la taille des

données volumineuses, tout en conservant toutes les informations importantes des données d'origine (Ullah & Ali & Ehsan, 2022).

Nous mesurons l'IDE (variable indépendante d'intérêt) par les entrées nettes d'investissements destinés à acquérir un intérêt de gestion durable dans une entreprise opérant dans une économie autre que celle de l'investisseur en pourcentage du PIB de la Banque Mondiale. Cette variable est particulièrement utilisée de nombreuses fois dans l'analyse de la relation entre IDE et gouvernance (Buchanan & Le & Rishi, 2012 ; Chakroun, 2009 ; Ullah et al. 2017). Les variables de contrôle dans cette étude sont retenues sur la base de leur pertinence dans les évidences empiriques des études antérieures (Antonietti & Mondolo, 2023 ; Fon et al. 2021 ; Grabowski & Self, 2020). Ces variables de contrôle incluses sont les facteurs macroéconomiques tels que le PIB par habitant, la liberté économique, l'abondance des ressources naturelles, l'importation des biens et services.

Pour atteindre nos objectifs, nous partons d'une spécification retenue par Fon et al. (2021), Demir (2016), Long & Zhang (2015). Sur la base des objectifs retenus, nous supposons que les dimensions de la gouvernance et des investissements directs étrangers suivent le modèle suivant :

$$GOUV_{it} = \beta_0 + \beta_1 IDE_{it} + \beta_2 X_{it} + \varepsilon_{it} \quad (1)$$

Avec $GOUV_{it}$, représentant l'indicateur de gouvernance d'un pays de la sous-région Ouest Africaine ; IDE_{it} les flux d'investissements étrangers entrant ; X_{it} l'ensemble des variables de contrôle (PIB par habitants, importation, ressources naturelles, liberté économique) ; ε_{it} est le terme d'erreur. Compte tenu du fait que notre variable de gouvernance est scindée à quatre niveaux, nous estimons une régression distincte pour chaque variable de gouvernance. Nous utilisons les modèles de régressions suivants pour obtenir une meilleure intuition des canaux possibles des implications de la bonne gouvernance.

$$Inst_{it} = \beta_0 + \beta_1 IDE_{it} + \beta_2 PIB_{it} + \beta_3 HF_{it} + \beta_4 IMPORT_{it} + \beta_5 NAT_{it} + \varepsilon_{it} \quad (2)$$

$$Pol_gov_{it} = \beta_0 + \beta_1 IDE_{it} + \beta_2 PIB_{it} + \beta_3 HF_{it} + \beta_4 IMPORT_{it} + \beta_5 NAT_{it} + \varepsilon_{it} \quad (3)$$

$$Ins_gov_{it} = \beta_0 + \beta_1 IDE_{it} + \beta_2 PIB_{it} + \beta_3 HF_{it} + \beta_4 IMPORT_{it} + \beta_5 NAT_{it} + \varepsilon_{it} \quad (4)$$

$$Eco_gov_{it} = \beta_0 + \beta_1 IDE_{it} + \beta_2 PIB_{it} + \beta_3 HF_{it} + \beta_4 IMPORT_{it} + \beta_5 NAT_{it} + \varepsilon_{it} \quad (5)$$

Où $Inst$, Pol_gov , Ins_gov , Eco_gov représentent les variables de gouvernance respectivement la gouvernance globale, la gouvernance politique, la gouvernance institutionnelle, la gouvernance économique. IDE mesure l'entrée nette des flux d'investissements directs ; HF représente la liberté économique ; PIB désigne le PIB par habitants, $IMPORT$ mesure l'ensemble des importations des biens et services en pourcentage du PIB, NAT l'ensemble des ressources naturelles. Toutes les variables sont transformées en logarithme (à l'exception des variables de gouvernance et d'IDE) afin de mieux interpréter les résultats.

3.2. Méthode d'estimation

Avant de passer aux estimations économétriques, il est important de faire des tests de pré-estimations dont les tests de dépendance transversale, les tests de stationnarité et de cointégration.

La fiabilité des estimations peut être affectée en cas de dépendance transversale (Ahmade et al., 2022). La dépendance transversale indique qu'un choc dans un pays peut affecter les autres pays de la région. Par conséquent, le test du multiplicateur de Lagrange de Breusch Pagan (1980) est utilisé dans cette étude vu que notre panel présente une dimension temporelle plus grande et une dimension individuelle faible ($T > N$). L'hypothèse nulle H_0 indique qu'il existe

une indépendance transversale entre les séries, tandis que l'hypothèse alternative montre qu'il existe une dépendance transversale. En cas de dépendance transversale, les tests de racines unitaires de première génération ne sont plus efficaces. Selon Banarjee et al. (2005), les tests de racine unitaires de première génération peuvent induire de faux résultats à cause de l'ampleur de la distorsion lorsque la dépendance entre les individus est très importante. Ainsi, pour résoudre ce problème, nous utilisons les tests de racine unitaire de deuxième génération de Pesaran (2007) pour examiner les propriétés stationnaires des variables utilisées. Nous vérifions ensuite s'il existe une relation à long terme entre les variables à l'aide d'un test de cointégration. Pour ce faire, nous appliquons le test de Westerlund (2007) avec comme hypothèse nulle l'absence de cointégration.

La technique d'estimation des erreurs types corrigées par panel (PCSE) est utilisée pour les estimations de notre modèle. Cette méthodologie a été mise au point par Beck & Katz 1995. Reed & Webb (2011) ont confirmé que la méthodologie de Beck et Katz (1995) convient à de nombreuses circonstances d'enquêtes. Le mérite de cette méthodologie est qu'elle n'est utile que lorsque la dimension temporelle T est assez grande par rapport à celle de la dimension individuelle N et corrige mieux les présences d'hétéroscédasticité, d'autocorrélation et de dépendance transversale dans les modèles.

4. Résultats et discussion

Cette section présente les résultats de nos tests à trois niveaux. Les statistiques descriptives, les résultats des tests de pré-estimation et enfin les résultats des estimations par la méthode PCSE. Nous allons passer ensuite à la discussion de ces résultats.

4.1. Statistiques descriptives

Le tableau (1) résume les statistiques descriptives des séries et des données utilisées dans l'étude telles que la moyenne, l'écart type, le maximum et le minimum. L'analyse globale des statistiques descriptives révèle que les données varient beaucoup. Concernant les indices de gouvernance, tout montre à croire que les pays de l'Afrique de l'Ouest ont beaucoup à faire en matière de gouvernance. Ces pays attestent d'une moyenne négative pour tous les indicateurs de gouvernance. La moyenne de la variable Stabilité Politique est de (-0,610) ; ce constat est profondément ancré dans la structure politique de l'État (essentiellement des dictatures militaires, des monarchies ou des régimes totalitaires).

La moyenne de la corruption (-0,690) montre que celle-ci s'élève surtout que la protection des intérêts est assurée par des mécanismes de contrôle des services publics qui sont dépendants de l'intérêt des responsables des gouvernements. Toutes ces moyennes négatives révèlent un déficit dans les politiques de gouvernance dans les États membres de la sous-région.

Ce niveau très faible de l'indicateur de la gouvernance s'explique par la mauvaise qualité des institutions dans la région et qui se répercutent sur les flux d'entrée d'IDE et sur la croissance économique. La moyenne des IDE en pourcentage du PIB est de 3 %. Ceci prouve que la région attire peu d'investisseurs étrangers.

Tableau 1 : Statistiques descriptives

VARIABLES	Observation	Moyenne	Écart-type	Min	Max
Variables dépendante					
Contrôle de Corruption	286	-0,690	0,397	-1,581	0,248
Efficacité du gouvernement	286	-0,837	0,383	-1,791	0,0854
Stabilité politique	286	-0,610	0,767	-2,403	0,826
Qualité de réglementation	286	-0,645	0,337	-1,570	0,0985
État de droit	286	-0,718	0,452	-1,612	0,163
Voix et responsabilité	286	-0,410	0,518	-1,460	0,597
Gouvernance	286	-0,217	1,783	-3,668	3,312
Variables indépendantes					
Investissements Étrangers	286	3,011	3,450	-2,575	32,41
PIB par habitants	286	973,2	557,0	354,1	2,680
Liberté économique	286	54,40	4,694	34,70	64,20
Importations	286	32,62	10,70	8,234	82,47
Ressources naturelles	286	8,695	4,958	1,972	24,94

Source : calculs de l'auteur, 2023

Le tableau (2) montre les résultats de la matrice de corrélation. On constate une relation positive non significative entre la gouvernance et les IDE. Ce résultat est à confirmer par les estimations économétriques. Pour ce qui est du PIB par habitant, on observe une relation positive et significative.

Tableau 2 : Corrélation entre les variables

	Gouvernance	IDE	PIB par habitant	Ressource naturelle	Liberté économique	Importation
Gouvernance	1.000					
IDE	0.085	1.000				
PIB par habitant	0.128*	-0.139*	1.000			
Ressource naturelle	-0.441***	0.134*	-0.215***	1.000		
Liberté économique	0.541***	-0.048	0.413***	-0.375***	1.000	
Importation	0.176**	0.394***	-0.280***	0.120*	-0.020	1.000

Source : Calculs de l'auteur, 2023

4.2. Résultats des tests de pré-estimation

Le tableau 3 présente les résultats du test de dépendance transversale et d'homogénéité. Pour tester la dépendance transversale, nous avons utilisé le test de Breusch Pagan. Les résultats du test de LM de Breusch Pagan montrent que l'hypothèse nulle (H_0) d'absence de dépendance transversale est rejetée au seuil de 1 %. Les résultats nous montrent qu'il y a une forte présence de dépendance centrale pour les pays de l'échantillon étudié. Cette forte dépendance est due notamment à l'intégration régionale et surtout à la connectivité des pays à travers le commerce intrarégional. Ainsi donc, un choc survenu dans n'importe quel pays de l'Afrique de l'Ouest risque d'être propagé aux autres pays de la sous-région.

Tableau 3 : Test de dépendance transversale et d'homogénéité

Tests	Statistiques	p-value
Test d'homogénéité		
Dela	8,861	0,000
Deltat ajusté	10,489	0,000
Test de dépendance en coupe transversale		
Breusch Pagan LM	256,459	0,000

Source : estimation de l'auteur, 2023

Après avoir effectué les tests de dépendance transversale et d'homogénéité, nous effectuons un test de racine unitaire de seconde génération pour déduire si nos variables sont stationnaires à niveau ou non. Nous effectuons pour cela le test de racine unitaire de CIPS.

Tableau 4 : Résultat du test de stationnarité

Variables	Niveau	Différence première	Conclusion
	Zt-bar	Zt-bar	
Gouvernance	-1.729	-3.685***	I (1)
Investissements directs étrangers	-2.392***	-5.070***	I (0)
PIB par habitant	-1.834	-3.727***	I (1)
Liberté économique	-2.743***	-4.339***	I (0)
Importation des biens et services	-2.061	-4.589***	I (1)
Ressources naturelles	-1.388	-3.614***	I (1)

Note : Les valeurs critiques pour 10%, 5% et 1% sont respectivement : -2,07%, -2,17%, -2,34%

Source : estimation de l'auteur, 2023

Le tableau (4) nous montre que les variables de gouvernance, PIB par habitant, importation, ressources naturelles sont stationnaires en première différence ; par contre, les investissements étrangers et la liberté économique sont stationnaires à niveaux. Comme nos variables ne sont pas intégrées de même ordre, nous testons la relation de long terme entre les variables par le test de cointégration de Westerlund (2007). Nous rejetons selon les résultats consignés dans le tableau (5) l'hypothèse nulle d'absence de cointégration. Nous pouvons ainsi affirmer que notre panel dans son ensemble est cointégré.

Tableau 5 : Test de cointégration de Westerlund (2007)

	Tout le panel est cointégré		Quelques - un du panel sont cointégré	
	Statistique de la variance	Probabilité	Statistique de la variance	Probabilité
Variance ratio	2,2465	0,0123	3,4511	0,0003

Source : estimation de l'auteur, 2023

4.3. Estimation par la méthode PCSE

Après avoir vérifié la dépendance transversale, la stationnarité des variables et la relation de long terme, nous estimons la relation entre la gouvernance et les investissements étrangers en utilisant le modèle PCSE. Les résultats de nos estimations n'indiquent pas que les IDE ont un impact significatif sur la qualité de la gouvernance dans les pays d'Afrique de l'Ouest. En effet, nous trouvons que les IDE ont un effet positif sur la gouvernance des pays étudiés, mais cet

effet n'est pas significatif. Nos résultats sont conformes à ceux trouvés par Bayar (2011) ; Fon et al., (2021). Cet impact non significatif peut s'expliquer par plusieurs raisons. Les firmes multinationales ont un impact sur les institutions des pays hôtes, mais cet impact dépend en grande partie de la nature et de la provenance de ces IDE, du faible taux d'IDE dans la région. En effet, malgré le fait que les IDE destinés à l'Afrique soient en hausse chaque année, on note que les flux en destinations de l'Afrique du Sud Sahara sont plus pour l'Afrique Australe.

L'Afrique de l'Ouest ne reçoit qu'une petite partie de ces IDE. De plus, on note également que la dispersion de ces IDE est non proportionnelle. Les pays comme le Nigéria, le Ghana se partagent la plus grande partie, ensuite viennent le Sénégal et la Côte d'Ivoire (WIR 2022, 2015, 2006). Cette situation peut plus ou moins ralentir les IDE à impacter l'environnement institutionnel des pays de la sous-région. Aussi, il faut rappeler que la plupart des IDE reçus sont concentrés soit dans les secteurs dans lesquels la région bénéficie d'un avantage comparatif, soit les domaines où il existe un besoin d'investissement et où les rendements sont élevés (industries extractives, énergies renouvelables, construction des centres industriels notamment pour le Nigéria, le Ghana) (WIR 2022). Certains secteurs sont prioritisés par rapport à d'autres secteurs (éducation, santé,...) ce qui peut jouer sur le développement socioéconomique de la région, donc sur la qualité de l'environnement. En outre, on peut également noter que les sources d'IDE en direction de l'Afrique se diversifient.

À part les donateurs conventionnels (Pays de l'OCDE notamment la France et le Royaume-Uni), de nouvelles sources d'IDE apparaissent depuis les années 1990 (WIR 2006). Ces IDE proviennent essentiellement des pays du BRICS, du Mexique, du Japon et de la Corée du Sud. Les IDE de ces régions proviennent pour la plupart d'entreprises publiques, bénéficiant de beaucoup d'aide et d'un fort soutien de la part de leur gouvernement tant en termes politiques que financiers (Duanmu, 2014 ; Luo et al., 2010 ; Okhma-tovskiy, 2010). Ces entreprises tolèrent plus facilement le risque institutionnel dans les pays d'origine. L'exemple le plus critiqué est la politique de non-ingérence de la Chine dans les pays avec lesquels elle a conclu des accords. Par conséquent, ces firmes multinationales pourraient être moins décidées à prendre en compte les déficiences institutionnelles des pays africains et donc moins intéressées à encourager les réformes institutionnelles dans ces pays (Fon et al., 2021).

Les résultats du tableau (6) nous montrent que la liberté économique et les importations sont des déterminants positifs et significatifs de la gouvernance dans les pays de l'Afrique de l'Ouest. En effet, une augmentation de l'indice de liberté économique affecte positivement les indicateurs de gouvernance. La liberté économique est l'aptitude qu'ont les agents économiques de pouvoir commercer, d'échanger entre eux. Une croissance économique plus élevée passe par une liberté économique, ce qui est important pour un développement économique (Emara & Reyes, 2020). Dans leurs différentes politiques pour rehausser la croissance économique de leurs pays, les gouvernements offrent des services de facilitation pour l'investissement local, à la consommation locale et une ouverture aux marchés internationaux. Les gouvernements permettent au travail, au capital et aux biens de circuler librement, ce qui entraîne une course dans les normes de gouvernance. Les importations et les exportations sont généralement considérées comme les principaux déterminants de la production économique et de la croissance de l'emploi (Nirmala & Vadivel, 2022). Les pays d'Afrique de l'Ouest sont des pays en développement qui s'efforcent continuellement de reconstruire et d'innover leurs économies. Les importations ont augmenté en raison de la demande croissante de biens d'équipement, d'équipements de défense et de produits pétroliers. Les importations en provenance des pays d'Afrique de l'Ouest continuent d'être principalement des biens manufacturés, des biens de consommation et des équipements.

L'interaction entre la gouvernance d'un pays et ses pratiques d'importation présente de multiples facettes. Cependant, La qualité de la gouvernance peut avoir un impact significatif sur la capacité d'un pays à importer des biens et des services, en plus de la réglementation de ces

importations. Les importations de biens et de services sont souvent utilisées pour évaluer le niveau d'ouverture économique d'un pays. Cette ouverture, à son tour, peut favoriser une meilleure gouvernance grâce à la réduction des rentes monopolistiques et à la dissuasion des activités corrompues telles que la recherche de pots-de-vin (Cengiz, 2021).

L'abondance des ressources naturelles est un déterminant négatif et significatif de la gouvernance comme l'ont trouvé Al-Marhubi (2004) et Grabowski & Self (2020). Le secteur des ressources naturelles est toujours confronté à divers problèmes tels que les fluctuations des prix, les ressources limitées, l'ambiguïté quant aux développements futurs et les intérêts concurrents des sources d'énergies renouvelables. Ces défis sont encore aggravés par des politiques et pratiques économiques inadaptées qui affaiblissent le secteur, conduisant à la corruption et aux conflits. Le cadre institutionnel responsable de la gestion des ressources naturelles est intrinsèquement fragile en raison d'un manque de cohérence. Ce manque de cohérence s'observe dans l'incohérence des politiques, de leur mise en œuvre et de leur application. Selon Dieme (2021), les pays qui disposent de vastes ressources naturelles rencontrent souvent des difficultés à les gérer. Le fait de tirer profit de la nature notamment par le pétrole, les minéraux, le gaz donne aux régimes autoritaires une occasion de s'éterniser un peu plus au pouvoir, tout en confisquant les services qui gèrent l'exploitation de ces ressources à leurs propres profits, accentuant la corruption dans le pays. Lorsque les pays dépendent fortement des ressources naturelles, cela entraîne généralement des problèmes dans le fonctionnement de leur gouvernement et dans sa manière de prendre des décisions (Ross, 2015). Grabowski & Self (2020) par exemple montre que les ressources naturelles peuvent être néfastes à la fois pour l'économie, mais aussi le fonctionnement institutionnel et politique des pays de l'Afrique subsaharienne.

Selon la théorie, à mesure que les individus disposent davantage de ressources économiques et cognitives, ils ont tendance à se concentrer davantage sur les valeurs d'expression de soi. Ce changement peut conduire à une efficacité accrue dans la lutte pour les institutions démocratiques (Welzel & Inglehart, 2008 ; Charron & Lapuente, 2009). Contrairement aux résultats empiriques de La Porta et al., 1999 ; Al-Marhubi, 2004 ; Lee et Whitford, 2009 ; Okara, 2023, nous trouvons dans notre étude une relation négative entre développement économique mesuré par le PIB par habitant et la qualité de la gouvernance. Cette situation peut s'expliquer à deux niveaux. Premièrement, à mesure que les revenus des citoyens augmentent, leurs tendances à remettre en question l'ordre établi peuvent diminuer à mesure qu'ils se sentent à l'aise avec leur nouvelle sécurité financière, à condition que la stabilité du pays reste intacte. Ainsi, à mesure que les revenus augmentent, les citoyens peuvent être moins susceptibles de vouloir des réformes de gouvernance. D'un autre côté, l'économie de la sous-région est plus dominée par les économies productrices de pétroles. Ainsi, avec l'exploitation des ressources naturelles (notamment le pétrole), on remarque une hausse du PIB, qui n'est pas pour autant accompagnée par une amélioration de la qualité de la gouvernance. L'impact du PIB sur la gouvernance peut être déterminé selon la conjoncture de la zone d'étude.

Tableau 6 : Résultats des estimations issus de la méthode PCSE

VARIABLES	Gouvernance	Gouvernance politique	Gouvernance Institutionnelle	Gouvernance Économique
Investissements directs étrangers	0,0363 (-1,592)	0,023 (-1,399)	0,0234* (-1,74)	0,0162 (-1,154)
PIB par habitants	-0,252* (-1,812)	-0,348*** (-2,732)	-0,252*** (-3,253)	0,111 (-1,425)
Liberté économique	9,011*** (-8,432)	2,645*** (-4,977)	5,570*** (-8,228)	7,009*** (-7,917)
Importation des biens et services	0,924*** (-3,614)	0,570*** (-2,898)	0,571*** (-4,047)	0,481*** (-3,132)
Ressources naturelles	-0,888*** (-8,422)	-0,530*** (-9,132)	-0,549*** (-8,383)	-0,480*** (-6,361)
Constant	-36,01*** (-8,175)	-9,351*** (-5,019)	-21,67*** (-7,886)	-29,50*** (-8,401)
Observations	286	286	286	286
R ²	0,415	0,208	0,429	0,49
Wald Statistic	273,44***	264,88***	241,05***	164,87***
Nombre de pays	13	13	13	13

Note : (***), (**), (*) indiquent la significativité des coefficients au seuil de 1%, 5% et 10% respectivement. Les valeurs en () expriment le Z-statistique

Source : estimation de l'auteur, 2023

5. Conclusion et implications de politiques économiques

Il existe de nombreuses preuves empiriques quant au fait que la bonne gouvernance permet d'attirer plus d'IDE. Cependant, de nombreuses questions restent sans réponse, principalement en ce qui concerne le rôle des IDE dans l'amélioration de la gouvernance. L'introduction des IDE dans la compréhension des déterminants de la gouvernance est intéressante, car elle ouvre de nouvelles pistes de recherche ; ce qui a éveillé notre intérêt. En utilisant un panel de 13 pays, notre étude a pour objectif d'analyser l'effet des IDE sur la qualité de la gouvernance dans l'espace ouest africain. Nous effectuons nos estimations en utilisant la méthode PCSE. Notre étude présente des résultats assez intéressants. Principalement, l'IDE a un effet positif mais non significatif sur la gouvernance, et peut être attribué à l'origine de ces IDE. La concurrence pour attirer les investissements étrangers doit pousser les gouvernements à réformer les normes de gouvernance. À cet effet, les décideurs politiques devraient renforcer les institutions et adopter des principes démocratiques qui garantiront la stabilité au sein de la communauté. Ainsi, ils pourront bénéficier davantage d'IDE et des effets positifs qui vont avec. Le choix des investisseurs aussi s'impose. Les IDE provenant des firmes des pays développés auront un effet plus rapide sur la qualité de la gouvernance alors que les IDE des firmes issues des pays en transition auront un effet plus lent. Au-delà de renforcer la gouvernance, les décideurs doivent aussi renforcer les politiques d'intégrations régionales. Ceci permettra non seulement d'augmenter la taille du marché, mais aussi lutter efficacement contre l'insécurité permanente dans la sous-région. En ce qui concerne les ressources naturelles, les décideurs politiques doivent d'abord renforcer la gouvernance des ressources naturelles. C'est-à-dire mettre en place des politiques garantissant une transparence dans la gestion et l'utilisation des ressources naturelles. Ils doivent également s'assurer que le fait de disposer d'abondantes ressources ne nuise aux pratiques de bonne gouvernance, de démocratie, de liberté d'expression. Sur un autre

plan, les gouvernants doivent diversifier leurs économies pour ne pas dépendre uniquement de l'abondance des ressources naturelles.

Nos résultats suggèrent enfin qu'il existe un effet d'échelle et un effet d'hétérogénéité liés aux montants et aux destinations des IDE entrants dans la sous-région ouest-africaine. En effet, les faibles montants des IDE reçus en moyenne pourraient expliquer la non-significativité de l'effet des IDE sur la gouvernance. De même, l'analyse individuelle sur certains pays grands receveurs comme le Nigéria ou le Ghana pourrait donner des résultats significatifs. Il serait ainsi intéressant d'estimer cet effet d'échelle lié au montant des IDE, à travers d'autres modèles appropriés. Par ailleurs, dans le contexte actuel du changement climatique, on observe une mutation propre des IDE, qui s'intéressent de plus en plus aux projets éco-friendly qu'aux projets traditionnels de développement économique (WIR, 2022). Dans ces circonstances, il aurait été intéressant d'intégrer dans l'estimation économétrique une variable de contrôle liée à la protection environnementale.

Références :

- (1). Acemoglu, D., & Robinson, J. A. (2019). Rents and Economic Development: The perspective of why Nations fail. *Public Choice*, 181(1-2), 13-28
- (2). Ahou B-K, Odoun-Ifa A-A. & Couao-Zotti G. (2014). Gouvernance et croissance économique: Une analyse des effets de seuil. *Revue d'économie théorique et appliquée*, 5 (2), 167-194
- (3). Ajide, K. B., & Raheem, I. D. (2016). Institutions-FDI nexus in ECOWAS countries. *Journal of African Business*, 17(3), 319-341
- (4). Al-Marhubi, F. (2004). The Determinants of Governance: A Cross-Country Analysis. *Contemporary Economic Policy*, 22(3), 394-406
- (5). Andrés, A. R., Asongu, S. A., & Amavilah, V. H. (2013). The impact of formal institutions on knowledge economy. *Journal of The Knowledge Economy*, 6(4), 1034-1062
- (6). Antonietti, R., & Mondolo, J. (2023). Inward FDI and the quality of domestic Institutions: A cross-country panel VAR analysis. *Economic Systems*, 47(3), 101078
- (7). Asongu, S., & Nwachukwu, J. (2015). Drivers of FDI in fast growing developing countries: evidence from bundling and unbundling governance. *African Governance and Development Institute Working Paper*, (15/001)
- (8). Bahar, D., Hausmann, R., & Hidalgo, C. A. (2014). Neighbors and the evolution of the comparative advantage of nations: evidence of international knowledge diffusion? *Journal of International Economics*, 92(1), 111-123
- (9). Bayar, G. (2011). Causes of corruption: Dynamic panel data analysis of some post-Soviet countries and East Asian countries. *Journal of Applied Business Research*, 27(1)
- (10). Beck, N., & Katz, J. N. (1995). What to do (and not to do) with Time-Series Cross-Section Data. *American Political Science Review*, 89(3), 634-647
- (11). Bergstrand, J.H., Egger, P. (2013). Gravity Equations and Economic Frictions in the World Economy. In: Bernhofen, D., Falvey, R., Greenaway, D., Kreckemeier, U. (eds) *Palgrave Handbook of International Trade*. Palgrave Macmillan, London
- (12). Buchanan, B., Le, Q., & Rishi, M. (2012). Foreign direct investment and institutional quality: Some empirical evidence. *International Review of Financial Analysis*, 21, 81-89
- (13). Charron, N., & Lapuente, V. (2010). Does democracy produce quality of government? *European Journal of Political Research*, 49(4), 443-470.
<https://doi.org/10.1111/j.14756765.2009.01906.x>

- (14). Cheong, J., Kwak, D. W., & Tang, K. K. (2015). Heterogeneous effects of preferential trade agreements: How does partner similarity matter? *World Development*, 66, 222-236
- (15). Craigwell, R. and Wright, A. (2011) Foreign Direct Investment and Corruption in Developing Economies: Evidence from Linear and Non-Linear Panel Granger Causality Tests. *Economics Bulletin*, 31, 2272-2283
- (16). Cuervo-Cazurra, A. (2006). Who cares about corruption? *Journal of International Business Studies*, 37(6), 807-822
- (17). Dahan, N., Doh, J. P., & Guay, T. R. (2006). The role of Multinational Corporations in Transnational Institution Building: A Policy Network perspective. *Human Relations*, 59(11), 1571-1600
- (18). Dang, D. A. (2013). How foreign direct investment promote institutional quality: evidence from Vietnam. *Journal of Comparative Economics*, 41(4), 1054-1072
- (19). Demir, F. (2016). Effects of FDI flows on institutional development: Does it matter where the investors are from? *World Development*, 78, 341-359
- (20). Desbordes, R., & Vauday, J. (2007). The political influence of foreign firms in developing countries. *Economics and Politics*, 19(3), 421-451
- (21). Dieme, M. (2021). Effets de la gouvernance sur les ressources naturelles: évidences en Afrique subsaharienne. *International journal of economic studies and management*, 1(3), 323-337
- (22). Duanmu, J. (2014). State-owned MNCs and host country expropriation risk: The role of home state soft power and economic gunboat diplomacy. *Journal of International Business Studies*, 45(8), 1044-1060
- (23). Emara, N., & Rebolledo, L. R. (2020). Economic freedom and economic performance: Does good governance matter? The case of APAC and OECD countries. *Social Science Research Network*
- (24). Eregba, P. B., & Mesagan, E. P. (2016). Oil Resource Abundance, Institutions and Growth: Evidence from oil producing African countries. *Journal of Policy Modeling*, 38(3), 603-619
- (25). Figlio, D. N., & Blonigen, B. A. (1999). The effects of direct foreign investment on local communities.
- (26). Fon, R., Filippaios, F., Stoian, C. R., & Lee, S. H. (2021). Does foreign direct investment promote institutional development in Africa? *International Business Review*, 30(4), 101835
- (27). Fondation Mo Ibrahim. (2023). *Indice Ibrahim de la Gouvernance en Afrique 2022*
- (28). Fukumi, A., & Nishijima, S. (2010). Institutional quality and foreign direct investment in Latin America and the Caribbean. *Applied Economics*, 42(14), 1857-1864
- (29). Globerman, S., & Shapiro, D. (2002). Global Foreign Direct Investment Flows: The role of Governance infrastructure. *World Development*, 30(11), 1899-1919
- (30). Gordon, S. C., & Hafer, C. (2005). Flexing muscle: Corporate political expenditures as signals to the bureaucracy. *American Political Science Review*, 99(2), 245-261
- (31). Gough, I., Wood, G., Barrientos, A., Bevan, P., Davis, P., & Room, G. (2004). *Insecurity and welfare regimes in Asia, Africa and Latin America: social policy in development contexts*. Cambridge University Press
- (32). Grabowski, R., & Self, S. (2020). Determinants of Governance Institutional quality in Sub-Saharan Africa. *Applied Economics*, 53(18), 2066-2079
- (33). Hewko, J. (2002). Foreign direct investment in transitional economies: Does the rule of law matter. *E. Eur. Const. Rev.*, 11, 71

- (34). Hillman, A.J. and Hitt, M.A. (1999). Corporate political strategy formulation: A model of approach participation, and strategy decisions. *Academy of Management Review*, 24(4), 825-842
- (35). Kaufmann D. & Kraay A. (2002). Growth Without Governance. *Economia: The Journal of the Latin American and Caribbean Economic Association*, 3(1), 169-215
- (36). Kostova, T. and Zaheer, S. (1999) Organizational Legitimacy under Conditions of Complexity: The Case of the Multinational Enterprise. *Academy of Management Review*, 24, 64-81
- (37). Kwok, C. C., & Tadesse, S. (2006). The MNC as an agent of change for host-country institutions: FDI and corruption. *Journal of International Business Studies*, 37(6), 767-785
- (38). La Porta, R., Lopez-de-Silanes, F., Shleifer, A., and Vishny, R. (1999). The Quality of Government. *Journal of Law, Economics, & Organization*, 15(1), 222-279
- (39). Larraín, F., & Tavares, J. (2004). Does Foreign Direct Investment Decrease Corruption. *Cuadernos de Economía*, 41, 217-230
- (40). Lee, M.-H., & Lio, M.-C. (2016). The Impact of Foreign Direct Investment on Public Governance and Corruption in China. *China Review*, 16(2), 105–135
- (41). Li, Q., & Reuveny, R. (2006). Democracy and environmental degradation. *International Studies Quarterly*, 50(4), 935-956
- (42). Long, C., Yang, J., & Zhang, J. (2015). Institutional impact of foreign direct investment in China. *World Development*, 66, 31-48
- (43). Luo, Y., Qiu-Zhi, X., & Han, B. (2010). How emerging market governments promote outward FDI: Experience from China. *Journal of World Business*, 45(1), 68-79
- (44). Malesky, E. J. (2008). Predictable corruption and firm investment: Evidence from a natural experiment and survey of Cambodian entrepreneurs. *Quarterly Journal of Political Science*, 3(3), 227-267
- (45). Malesky, E. J. (2009). Foreign Direct Investors as Agents of Economic Transition: An Instrumental Variables analysis. *Quarterly Journal of Political Science*, 4(1), 59-85
- (46). Mørck, R., Yeung, B., & Zhao, M. (2008). Perspectives on China's outward foreign direct investment. *Journal of International Business Studies*, 39(3), 337-350.
- (47). Nirmala, M., Vadivel, M. (2022). A Study on Performance Evaluation of Import and Exports on Economic Growth in India. *The international journal of analytical and experimental modal analysis*, 11(8), 1025-1032
- (48). North, D. C. (1991). Institutions, institutional change and economic performance. *The Economic Journal*, 101(409), 1587
- (49). Ofori, P. E., Asongu, S., Tchamyu, V. S., & Salahodjaev, R. (2023). The synergy between governance and trade openness in promoting female economic inclusion in Sub-Saharan Africa. *Womens Studies International Forum*, 96, 102672.
- (50). Okara, A. (2023). Does foreign direct investment promote political stability? Evidence from developing economies. *Economic Modelling*, 123, 106249
- (51). Okhmatovskiy, I. (2009). Performance implications of ties to the Government and SOES: A Political embeddedness perspective. *Journal of Management Studies*, 47(6), 1020-1047
- (52). Pesaran, M. H. (2007). A simple panel unit root test in the presence of cross-section dependence. *Journal of Applied Econometrics*, 22(2), 265-312
- (53). Pinto, P. M., & Zhu, B. (2016). Fortune or Evil? The Effect of Inward Foreign Direct Investment on Corruption. *International Studies Quarterly*, 60(4), 693-705
- (54). Polachek, S. W., Seiglie, C., & Xiang, J. (2012). Globalization and international conflict: Can foreign direct investment increase cooperation among nations? Dans Oxford University Press eBooks

- (55). Prakash, A., & Potoski, M. (2007). Collective action through voluntary environmental Programs: A Club Theory perspective. *Policy Studies Journal*, 35(4), 773-792
- (56). Reed, W. R., & Webb, R. S. (2010). The PCSE estimator is good -- just not as good as you think. *Journal of Time Series Econometrics*, 2(1)
- (57). Reuveny, R., & Li, Q. (2003). Economic openness, democracy, and income inequality. *Comparative Political Studies*, 36(5), 575-601
- (58). Robertson, C. J., & Watson, A. (2004). Corruption and change: The impact of Foreign Direct investment. *Strategic Management Journal*, 25(4), 385-396
- (59). Ross, M. L. (2015). What have we learned about the resource curse? *Annual Review of Political Science*, 18(1), 239-259
- (60). Sandholtz, W., & Gray, M. M. (2003). International Integration and National Corruption. *International Organization*, 57(4), 761-800
- (61). Ullah, I., & Khan, M. A. (2017). Institutional quality and foreign direct investment inflows: evidence from Asian countries. *Journal of Economic Studies*, 44(6), 1030-1050
- (62). Welzel, C., & Inglehart, R. (2008). The role of ordinary people in democratization. *Journal of Democracy*, 19(1), 126-140. <https://doi.org/10.1353/jod.2008.0009>
- (63). Westerlund, J. (2007). Testing for error correction in panel data. *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, 69(6), 709-748
- (64). Whitford, A. B., & Lee, S. Y. (2009). Government effectiveness in comparative perspective. *Journal of Comparative Policy Analysis: Research and Practice*, 11(2), 249-281. <https://doi.org/10.1080/13876980902888111>
- (65). World Investment Report. (2006). FDI from Developing and Transition Economies: Implication for Development.
- (66). World Investment Report. (2015). Reforming International Investment Governance.
- (67). World Investment Report. (2022). International tax reforms and sustainable investment